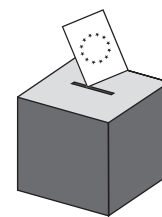


Europawahlen
2019

REPENSER LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

Une Europe rouge et verte ?

Raymond Klein

Sur base du rapport « Pour une égalité durable », la social-démocratie européenne pourrait renouveler son ancrage à gauche. Trop timides pour les un-e-s, les propositions seraient-elles trop audacieuses pour les autres ?

Les socialistes européen-ne-s semblent être fier-ère-s de l'idée, et vous devriez encore en entendre parler d'ici la mi-mai : le « Corporate Responsibility Passport ». « Un des problèmes, ce sont les grandes compagnies qui se comportent mal », a expliqué Poul Nyrup Rasmussen lors de la présentation du rapport « Pour une égalité durable » mardi dernier. Pour y remédier, l'ex-président du Parti socialiste européen estime qu'on pourrait examiner l'attitude de ces compagnies en matière sociale et environnementale. « Le passeport serait une condition préalable pour l'accès au marché unique européen », propose Rasmussen en tant que coprésident de la « Commission indépendante pour l'égalité durable » qui a rédigé le rapport.

Non aux entreprises sans passeport !

Clairement, cette commission issue de la social-démocratie a cherché à formuler un projet politique. Ce n'est pas anodin. En effet, les premières estimations des résultats des élections européennes donnent la droite dure et nationaliste gagnante. La tentation est grande de mener une campagne centrée sur la défense de « l'Europe », unissant toutes

les forces « démocratiques et pro-européennes » et laissant dans le flou l'orientation politique et économique de cette même Europe.

En adoptant des propositions telles que le « Corporate Responsibility Passport », les partis sociaux-démocrates annonceraient la couleur. Comme l'a rappelé Rasmussen, la proposition est controversée. En effet, les lobbyistes expliquent que ces compagnies se mettraient à bouder l'Europe, entraînant moins de croissance et d'emplois. La proposition servirait donc aussi à se démarquer d'une droite et d'un centre plus à l'écoute des entreprises que des citoyen-ne-s.

Au Luxembourg, cette approche est bien accueillie par le LSAP. Son président Franz Fayot a estimé mardi dernier que les idées contenues dans le rapport étaient « très importantes » dans la perspective d'élaborer « un nouveau modèle économique et social ». C'est peut-être le désastre électoral des européennes de 2014, avec un LSAP à 11,75 pour cent, qui explique cette envie d'idées nouvelles.

Dès les premières pages du rapport, on trouve « un message optimiste et volontaire : une Europe différente est possible ». Ou, selon la formule de Nicolas Schmit, également coauteur, lors de la présentation : « Il faut préserver l'Europe face au populisme et à la mondialisation. » Il a affirmé qu'il n'y avait pas d'alternative à « cette Europe », puis s'est corrigé « à l'Europe ». Schmit a ainsi illustré le positionnement consistant à la fois à dénoncer les forces nationalistes et à prôner une « autre Europe ». « À

l'austérité et au manque de transparence, il y a bien des alternatives », a-t-il ajouté.

Méchant capitalisme

Effectivement, le rapport mentionne « une réforme profonde du cadre de gouvernance européen actuel qui repose sur le processus dit du 'Semestre européen' et sur le primat du respect des règles en matière budgétaire » et « un nouveau cadre financier pluriannuel ambitieux ». Cela correspond à une approche plus keynésienne et systémique de la politique économique européenne.

C'est que le rapport s'inscrit sous le signe d'une « progressive society », « une société qui assure durablement le bien-être de toutes et tous ». Les actions à mener sont structurées autour des cinq axes énoncés sur la page de couverture. En tout, il y a 110 « propositions politiques et stratégiques » à appliquer durant la prochaine législature du Parlement européen ou au-delà.

« Repenser le capitalisme », c'est peut-être le mot d'ordre le plus inattendu sur la couverture du rapport. Sur l'original anglais, la formule est même « Reshaping capitalism », en allemand « Umgestaltung des Kapitalismus » - « remodeler » serait une traduction plus correcte de l'action envisagée. « Les multiples crises auxquelles nous faisons face sont liées au capitalisme », a estimé Franz Fayot. « Il ne fonctionne plus correctement, il y a eu des débordements. » Clairement, les socialistes souhaitent dénoncer les méfaits du capitalisme

sans envisager de l'abolir ou même simplement de le dépasser.

Dans cet ordre d'idées, une fonction importante est dévolue à l'« économie sociale et solidaire ». Le rapport met bien l'accent sur le côté social, incarnant une économie alternative, plutôt que sur le côté solidaire, souvent simple instance réparant les méfaits du système. Concrètement, il s'agirait de soutenir ce secteur de l'économie par des fonds et des dispositions légales, mais dans la perspective qu'il reprenne un jour des volets entiers d'activité aujourd'hui entre les mains du secteur privé. Néanmoins, le rapport évoque aussi le modèle italien de sociétés lucratives à but social - une idée qui fera froncer des sourcils.

Le LSAP embêté ?

L'ensemble des propositions économiques et sociales du rapport balance entre la modestie et l'audace. Ainsi, « redonner du pouvoir au peuple » consiste en premier lieu à renforcer le rôle des syndicats. De même, en matière de justice sociale, l'accent est mis sur une lutte contre la pauvreté réparatrice plutôt que sur des politiques préventives. Du côté des propositions ambitieuses, en matière de justice sociale, le rapport envisage aussi l'adoption d'« une 'Charte du bien commun' (Commons Wealth Charter) pour garantir à chacun le droit de jouir, le plus souvent gratuitement, d'un ensemble de biens et services liés intrinsèquement à la durabilité ».

Les passages concernant la justice fiscale ne sont pas très précis,

Nicolas Schmit :
« Il faut préserver
l'Europe face au
populisme et à la
mondialisation. »

mais représentent quand même un défi pour le LSAP, traditionnellement défenseur infaillible du droit de veto luxembourgeois lors des conseils des ministres des Finances : « Afin de rétablir l'équité sur le plan fiscal et le financement des politiques publiques visant au bien-être commun, il faut mettre en place une taxation efficace du profit des entreprises. » Franz Fayot, interpellé par le woxx, a estimé que le Luxembourg ne pouvait plus, comme par le passé, freiner jusqu'au dernier moment pour empêcher des développements inéluctables. « Il est plus intelligent d'accompagner la discussion sur l'unanimité en matière fiscale », a affirmé le président du LSAP.

La croissance, autre vache sacrée du parti, est également mise en question dans le rapport. Ainsi, il faudrait « repenser complètement notre conception de l'activité économique, et en particulier notre rapport à la croissance économique et son lien avec le bien-être ». « Ceci est une piste intéressante pour discuter de la croissance », a assuré Franz Fayot, tandis que Nicolas Schmit rappelait que c'est le LSAP qui, avec le processus Rifkin, a lancé un débat apparenté à celui sur la croissance.

Le côté le plus novateur du rapport a pourtant été la mise en avant de la dimension écologique, longtemps boudée par la social-démocratie. L'importance du développement durable et les liens entre crise sociale et crise environnementale sont affirmés à plusieurs reprises. Le ton alarmiste rappelle même celui qu'utilisaient les Verts - avant de

se réorienter vers une rhétorique du win-win : « Il est urgent de ranimer la social-démocratie à un moment éminemment critique de son histoire. Le système économique dominant produit les crises que nous connaissons - crise économique, crise sociale, crise environnementale et crise politique. » Cela risquerait de conduire à « l'effondrement de la démocratie » et à une prise de pouvoir des « forces populatoires et extrémistes ».

Vive la transition juste !

Hélas, cela ne nous donne toujours que 20 pages sur 200 consacrées aux défis écologiques. De surcroît, il s'agit en premier lieu de développer le concept de « transition juste », donc du passage à une économie verte qui ne se ferait pas sur le dos de groupes socialement défavorisés. « Sortir du charbon est nécessaire, mais les mineurs allemands ont aussi besoin de nouveaux jobs », a insisté Poul Nyrup Rasmussen. « Le prix de cette transition doit être réparti équitablement. »

Cette idée n'est pas limitée à l'écologie, mais s'applique aussi à la révolution digitale - le rapport appelle à « ne laisser personne au bord du chemin de la transition technologique et de la transformation vers une société durable ». Il évoque aussi l'idée d'un « État écologique et social », appelé à succéder au modèle de l'État-providence, mais sans dépasser les généralités. Et alors qu'il se base sur les « Sustainable Development Goals » adoptés par l'ONU en 2015, le rapport n'aborde guère



PHOTO : WOXX

le rôle et les responsabilités de l'Europe dans le monde.

Les outils envisagés pour un développement durable semblent souvent plutôt destinés à réparer les dégâts causés par le système qu'à remanier l'économie et la société afin d'obtenir une sorte de « sustainability by design ». L'intention de trouver une approche holistique est pourtant bien là : « Il y a beaucoup d'acteurs qui affirment avoir des solutions pour l'une des crises ou pour l'autre », a constaté Poul Nyrup Rasmussen. « Mais il faut arrêter d'apporter des réponses au cas par cas et résoudre les crises ensemble. »

En somme, le rapport « Pour une égalité durable » pourrait signaler un réveil remarquable de la social-démocratie. Rasmussen a reconnu que les politiques européennes des dernières années avaient déçu beaucoup de citoyens. « Les gens sont divisés entre se résigner et rester de-

vant leur télé ou se mettre en colère et voter pour les populistes. » Ce ras-le-bol - auquel la social-démocratie a largement contribué - a failli la tuer. L'aurait-elle réveillée ?

Ce n'est pas sûr. Le Manifesto - la plateforme électorale commune des partis socialistes - est nettement moins innovateur que ce rapport. Il est aussi plus succinct et plus flou que celui concocté en 2014. Ce sera aux partis nationaux de choisir d'incorporer dans leurs programmes des éléments du « Corporate Responsibility Passport » qui leur donneraient une crédibilité à gauche. Pour ensuite, une fois au Parlement européen, s'en tenir à cette ambition sociale et éviter de passer trop de compromis avec la droite. Revenir aux idées de gauche à des fins électorales pour les trahir ensuite signifierait la mort de la social-démocratie européenne.